

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18051 - 70ÈME ANNÉE

13 morts et plus de 80.000 sinistrés à Madagascar

L'adaptation au changement climatique : question de vie ou de mort

Une tempête vient de faire des dégâts très importants à Madagascar. Cet événement rappelle que l'adaptation au changement climatique est une question vitale.



La tempête Chedza n'était pas classé comme cyclone au moment où elle a abordé les côtes de Madagascar. Vendredi. Son passage samedi sur les terres de la grande île auraient dû modérer sa force. Mais le résultat est désastreux. Hier venait l'heure du bilan. La radio de Madagascar a annoncé 13 morts dont 3 dans la capitale, Antananarivo. Plus de 80.000 personnes sont sinistrées. C'est le centre et le Sud de l'île sœur qui est le plus touché. La côte du Sud-Est concentre plus de 50.000 personnes victimes d'inondation ou des vents.

Dans la région d'Antananarivo, les vents n'ont pas été les plus violents. Ce sont les fortes pluies qui sont à l'origine des plus gros dégâts : 3 morts et plus de 20.000 sinistrés. Les décès sont la conséquence de l'effondrement de plusieurs maisons à cause de l'accumulation de l'eau.

Le Bureau national de gestion des risques climatiques et les secours ont mis en place des mesures d'urgence : évacuation et relogement d'un maximum de sinistrés, distribution de nourriture ou pompage des zones inondées. Ceux qui avaient pu trouver une place

dans un campement de tentes de fortune, ces derniers jours, sont désormais évacués dans des abris moins précaires, comme des gymnases ou des entrepôts.

Dramatique confirmation

Hier après midi, la tempête Chedza était à 360 kilomètres de La Réunion. Selon les prévisions de Météo France, elle doit s'éloigner en se dirigeant vers le Sud.

Cette catastrophe rappelle que l'adaptation au changement climatique est une question vitale. Elle apporte une dramatique illustration de deux études qui viennent d'être publiées. La première est à lire dans les colonnes de la revue « Nature ». Selon les projections du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat), le niveau des mers monte 25 % plus vite que prévu. C'est la condamnation à très brève échéance de plusieurs pays dont les Maldives, pas loin de chez nous.

La seconde vient de l'Université d'Harvard. Elle montre que ces 25 dernières années, la mer a inondé 250 % de terres qu'en 90 ans au cours du siècle passé. Cette accélération est confirmée par l'Institut d'océanologie de l'Académie des Sciences de Russie. La mécanique est enclenchée et « une augmentation de 5 à 10 mètres n'est pas exclue ». De plus, « l'augmentation du niveau de l'océan mondial n'est pas régulière. Dans la zone tropicale elle sera plus prononcée que sous les latitudes septentrionales. C'est vraiment très dangereux pour les petites îles tropicales et les terres basses comme le Bangladesh ou Shanghai », souligne Alekseï Kokorine, directeur du programme Climat et énergie du Fonds mondial pour la nature.

Et à La Réunion ?

Autrement dit, c'est la prévision d'une hausse de plusieurs mètres à La Réunion. C'est une donnée à laquelle il faudra s'adapter pour protéger la population. Manifestement, la route en mer de Didier Robert est à contre-courant de cette réalité, car elle ne prend pas en compte ces avertissements. Il a suffi qu'un cyclone passe à quelques centaines de kilomètres pour infliger d'importants dégâts à des travaux préparatoires au chantier.

Dans dix mois, la France accueille son plus important rassemblement de chefs d'État de son histoire. L'objectif est d'une portée considérable : la signature d'un traité mondial de lutte contre le changement climatique. Devant le monde entier, la France va-t-elle cautionner un projet qui persiste à ne pas tenir compte de la réalité du changement climatique ?

A deux mois des élections

Maurice Gironcel exaspéré par une « révélation » qui ne trompe personne

Quelques jours après les élections européennes, une opposante à Maurice Gironcel affirme que des irrégularités auraient été commises lors des élections européennes. L'affaire est reprise en boucle pendant plusieurs semaines par un média proche de cette élue. Puis l'affaire se dégonfle, car la réalité reprend ses droits. D'ailleurs, aucun candidat n'a déposé de recours.

Mais vendredi, un journal a grand tirage a repris cette vieille information. Les ar-

guments invoqués sont les mêmes que neuf mois auparavant. Maurice Gironcel a donc fait part de son exaspération.

En effet, toutes les personnes qui suivent un peu l'actualité politique savent comment fonctionne un bureau de vote. Il est reproché le fait que des candidats aux européennes n'avaient pas d'assesseur. Or, ce manque relève de la responsabilité des candidats, pas du maire de la commune où se déroule le scrutin. Par ailleurs, si Maurice Giron-

cel était le président du bureau centralisateur, il s'est fié au procès verbal des présidents de tous les bureaux où aucune remarque n'avait été apposée.

Vieille de neuf mois, cette « révélation » est reprise à deux mois d'un scrutin où Maurice Gironcel est candidat, avec de fortes chances de l'emporter car avec Michèle Caniguy, il est sur la seule liste qui a réussi à faire l'union.

Voilà qui ne manquera pas de soulever des questions.

La dernière «une» de Charlie Hebdo provoque une révolte au Niger

Manifestations anti-françaises chez le principal fournisseur des centrales nucléaires françaises

La "Une" de Charlie Hebdo représentant le prophète Mahomet avec une pancarte « Tout est pardonné », ne fait pas l'unanimité. Au Niger, une manifestation contre le journal satirique a dégénéré vendredi 16 janvier.

Le Niger est un des principaux alliés de la France. Il fournit de l'uranium à pays depuis 1961. Pourtant, le Niger est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. De nombreux contentieux ont éclaté entre le peuple nigérien et les dirigeants français. L'an dernier, le leader français de l'énergie nucléaire, Areva, a été pointé du doigt pour les souplesses fiscales mises en place depuis l'indépendance à son bénéfice.

L'uranium nigérien représente près de 40 % de l'approvisionnement mondial du groupe français. Ces accords sont souvent dénoncés par les Nigériens, en dépit du soutien du gouvernement de ce pays envers la compagnie française. La contestation va au-delà de ces accords, depuis plusieurs jours, les Nigériens ont manifesté contre la Une du dernier numéro de Charlie Hebdo.

« Vendredi noir » à Zinder

Les manifestations vendredi dans la seconde ville du pays ont fait au moins trois civils et un policier tués, selon le ministre nigérien de l'Intérieur. Le centre culturel français, huit églises et des commerces tenus par des chrétiens ont été incendiés. Une manifestation contre l'hebdomadaire satirique « Charlie Hebdo » a dégénéré, entraînant une confrontation entre les forces de l'ordre et les manifestants. Quarante-cinq personnes ont été blessées, a indiqué le ministre, Massaoudou Hassoumi.

« Tout a commencé ce matin juste après la prière. Plusieurs centaines de personnes ont défilé sur la ville en sortant des mosquées, en hurlant des slogans hostiles à 'Charlie Hebdo', a expliqué

Jean-Karim Fall, à la chaîne France 24.

Ce dernier a ajouté que les manifestants « se sont attaqués à un certain nombre d'édifices religieux. La mission catholique a été entièrement saccagée. Ils ont également totalement détruit et incendié une école catholique. Plusieurs débits de boisson, des bars, ont été détruits dans la ville. »

Une source administrative a indiqué à l'AFP « on n'a jamais vu ça à Zinder », en référence aux lieux de cultes incendiés ainsi que le siège d'un parti au pouvoir. « C'est un vendredi noir », a-t-elle déploré.

La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule, qui criait en langue haoussa, « Charlie est le diable, que l'enfer engloutisse ceux qui soutiennent Charlie », a expliqué Aboubacar Mamane, un commerçant interrogé par l'agence Reuters. Seule l'armée est parvenue à calmer la situation à Zinder.

Niamey s'enflamme

Dans la capitale Niamey, près d'un millier de jeunes s'étaient réunis samedi 17 janvier au matin, pour un rassemblement de protestation contre la nouvelle caricature du prophète Mahomet. Bien qu'interdit par les autorités, après les événements de Zinder, les manifestants ont maintenu lors mobilisation, entraînant des affrontements avec les forces de l'ordre.

La police a dû tirer des gaz lacrymogènes en direction des personnes réunies dans le centre de Niamey, qui marchaient jusqu'au Parlement. Les affrontements de samedi laissaient craindre un embrasement similaire aux

émeutes anti-Charlie Hebdo de la veille, qui ont fait cinq morts dans la capitale.

Cependant dimanche 18 janvier, des manifestants de l'opposition se sont rassemblés malgré l'interdiction « en raison de la situation qui prévaut ». La veille, l'opposition avait annoncé le maintien de cette marche, suivie d'un meeting prévu de longue date.

La mobilisation était un moyen pour dénoncer « le concassage (pressions) des partis d'opposition et la mauvaise gouvernance », a expliqué Soumana Sanda, l'un des organisateurs, à Radio France Internationale.

Face à la tension, l'ambassade de France à Niamey a recommandé à ses ressortissants « d'éviter toute sortie », appelant à une « grande prudence ». D'ailleurs, plusieurs agences d'une entreprise française du Pari mutuel urbain et des kiosques de l'opérateur français Orange ont été saccagées.

De son côté, le président nigérien Mahamadou Issoufou a appelé à la tolérance et au respect mutuel. Ce dernier a toutefois dû justifier sa participation dimanche 11 janvier à la « marche républicaine » française contre les attentats à Paris. Le chef de l'État nigérien a indiqué avoir participé à cette marche « non pas pour soutenir un quelconque journal, mais pour prendre part à une marche pour la République et la lutte contre le terrorisme ». Le président a considéré que « la liberté d'expression ne saurait signifier la liberté d'insulter ce que les autres ont de plus cher, leur foi ».

Céline Tabou

Edito

Manifestations au pays de l'uranium bon marché : la Françafrique touchée au cœur ?

Depuis les indépendances des anciennes colonies de l'AOF et de l'AEF, les relations entre les pays africains colonisés par la France et la Belgique ont souvent été résumées par un mot : la Françafrique. Ce terme illustre la relative autonomie dont disposaient les nouveaux États. L'ancienne puissance coloniale a conservé des bases militaires, elle organise « l'aide au développement » et des milliers d'expatriés occupent toujours des postes stratégiques. La France doit faire face à un monde qui change, l'Afrique francophone n'est plus son « pré carré ».

Plusieurs puissances asiatiques viennent ainsi faire fructifier des relations qu'elles avaient initiées lors de la lutte pour l'indépendance. Quant aux États-Unis, ils tentent aussi de tirer leur épingle du jeu. C'est ainsi que l'an passé, Obama a invité les chefs d'État africains à Washington. Ce sommet a volé la vedette au sommet France-Afrique réunissant le président de la République et les chefs d'État africains.

Ce changement est suffisamment puissant que lors d'un de ces derniers discours de président, Abdoulaye Wade avait dit avec force que les Occidentaux avaient perdu la partie. Les investissements annoncés par l'Inde le confirment.

Pour la France, plusieurs pays ont une plus grande importance. Tout d'abord le Sénégal, qui a été la plus ancienne colonie française d'Afrique. Après l'indépendance de 1960, le Sénégal était ensuite un partenaire privilégié. Mais vendredi, le drapeau français a été brûlé devant l'ambassade de France.

Le Niger est lui d'une importance essentielle. C'est le principal fournisseur étranger des centrales nucléaires françaises. AREVA y exploite notamment la mine d'Arlit. Grâce à l'uranium nigérien, les Français ont réussi à créer des richesses considérables : lignes de TGV, énergie pour l'industrie... Mais le peuple du Niger reste parmi les plus pauvres du monde. Ainsi, si en France tout le monde peut avoir l'électricité, ce n'est pas le cas au Niger.

Depuis vendredi, c'est précisément au Niger qu'ont eu lieu les manifestations anti-françaises les plus violentes. L'enlèvement de plusieurs travailleurs d'Arlit par les jihadistes a montré la difficulté de sécuriser cette source d'approvisionnement stratégique pour la France. Si la révolte s'étend, la Françafrique risque bien de vaciller.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Otè

Promès sé dète ! Lo gran l'ékar dann la sosyété rényonèz !

Il paré La Rényon na d'moun lé pli rish ké rish : dé mil san katrovin trèz famiy i pèy l'inpo dsi la grann fortune é si ou i kont lo dis pour san pli rish, zot i gingn plis dé mil sink san éro par pèrsonè dann lo moi, d'après sak moin la lir dsi l'internet. Na d'moun rish, lé vré. Mé na d'moun dan l'okisité, sa lé vré galman... Na in rényoné dsi dé lé dsou lo pa d'port la mizèr. Donk ni oi bien na in gran l'ékar dann la sosyété rényonèz. Bann pli rish lé plizanpli rish ! Bann moun mizèr lé plizanpli pov.

La mizèr, sa lé dir é napoin pèrsonè pou done amoin la démanti. Solman kan ou i soipor sa, in koup de tan, mèm in bon koup de tan sa i ariv é si ou i aspèr sort ladan lé aksétab. Kansréti ou i gingn in travay a titré. Mé si ou na poin léspoir sort ladan zamé dann out vi ébin sé konm in kondanasyon a pèpétuité pou manz la mizèr. In kondanasyon a pèpétuité, sa lé dir sa !

Alor mésyé lo prézidan, kosa ou i vé fé, kosa ou i nyabou fé pou tir d'moun dan la mizèr ? kisoï bann jenn, bann vièy pèrsonè, bann andikapé, bann malad, bann travayèr pov. Kosa pu i pé fé pou zot é si la pa ou kisa i sava fé kosa ?

Pandan éstan-la lo kalandriyé mon bann kamarad Sin-Pol i dégrène zour après zour pou rapèl lo prézidan La Frans pou diminyé la mizèr par dé dann son manda konm li l'avé promète... Donk, koman li sa fé sa ? Dann kèl bidjé ? Sète ané, mi pans pa. L'ané k'i vien ? Mi kroi pa. L'ané d'après ? Mi doute. Promès sé dète ! Mé désèrtin i ranbours pa zamé sak zot i doi !

Justin

In kozman pou la rout : « Kok mon voisin grosèr mon marmite ».

Sans prop : mi èmré bien koup son kolé pou fé in bon masalé. An zénéral : sak lé zot nana i ral amoin bien. Sosyalman, moin lé pétèt zalou sak nana myé k'moin dann la sosyété. I di osi, dann la kour mon voisin zèrb lé pli vèr. Mi diminyé la valèr sak moin nana, mé mi gonf la valèr sak lé zot nana. Fé travay zot koko ! Fé bouy zot matyèr griz ! Moin lé sir souvan dé foi sansa rant-rant, nou sar dakor rantre nou.